



Annexe

Compte financier

2023

*Établissement Public à caractère Scientifique, Culturel
et Professionnel*

1 FAITS CARACTÉRISTIQUES DE L'EXERCICE**Avignon Université lauréate de l'appel à projets « programme d'accélération des stratégies de développement des établissements d'enseignement supérieur et de recherche (ASDESR) »**

L'appel à projet qui s'inscrivait dans le cadre du PIA (Plan d'investissement d'avenir) France 2030 vise à dynamiser les écosystèmes de formation et de recherche. Le projet EXPANSION d'Avignon Université a été retenu. Il s'articule autour du développement de l'alternance, des chaires partenariales et de la mise en place d'une cellule Europe. L'objectif est la création de ressources propres.

Le montant maximum de l'aide au titre du projet est de 2 083 395 € et concerne des dépenses de masse salariale. Un premier versement a été enregistré en 2023 à hauteur de 191 898 €.

Contexte inflationniste et énergie: impact et conséquences pour Avignon Université

L'année 2022 avait marqué une première augmentation du poids de la facture énergétique dans les comptes de l'établissement. Cette tendance s'est confirmée en 2023 notamment sur le poste électricité puisque celui-ci a bondit de +53% pour une facture totale de fluides de 1 152 k€

Cette augmentation n'étant par ailleurs pas liée à une hausse des consommations.

Versement par la Région PACA et le département du Vaucluse du solde du financement du LAPEC (laboratoire de physiologie expérimentale cardiovasculaire)

Une partie des subventions avaient été perçue sur 2022. Le solde de cette subvention a été appelé et perçu en 2023 à hauteur de 388 994 €. Ces subventions perçues ont été rattachées aux travaux achevés en 2022 mais aussi en 2023 (lot brises vues).

La Villa Créative et la Société Universitaire de Recherche « SAS Immo Villa SUR »

C'est en date du 16 novembre 2022 qu'a été créée la SAS Immo Villa Sur et qu'a été signé le pacte d'actionnaires de la SAS impliquant ETIC, Avignon Université, la Caisse des dépôts et Consignations.

Aucune écriture n'a été enregistrée dans la comptabilité de l'établissement à ce jour. Les travaux effectués sur le site Pasteur (bien mis à disposition de la SUR par le biais d'une convention d'occupation temporaire) et le site du 58^{ème} RI (bien apporté en jouissance dans le cadre du pacte d'actionnaires) n'étant pas terminés. Concernant le 58^{ème} RI, l'établissement est en attente des financements de l'Etat dans le cadre de sa rénovation énergétique.

Pour ce qui est de la comptabilisation de l'apport en jouissance, la Direction Générale des Finances Publiques a été saisi, plus particulièrement le bureau des opérateurs de l'Etat, afin de fiabiliser le schéma d'écriture. Dans l'attente de leur retour, aucune écriture n'a été comptabilisée.

2 PRINCIPES, RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les présents comptes sont établis en application du “*recueil des normes comptables pour les établissements publics*” et de l’*instruction comptable commune*”, applicables aux établissements publics.

Ils ont été arrêtés (Article R719-101 du code de l’éducation) “*conjointement par l’ordonnateur et l’agent comptable*” à la date du 01 mars 2024.

2.1 Principes et méthodes d’évaluation

La méthode de base retenue pour l’évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

2.2 Comparabilité des comptes

Les comptes sont conformes aux règles et procédures en vigueur susvisées.

Ils sont établis selon des méthodes permanentes dans le but d’assurer leur comparabilité, à la fois avec les états financiers d’entités différentes ainsi qu’avec les états financiers de notre entité dans le temps.

L’annexe présente les changements de méthodes comptables, d’estimation et les corrections d’erreurs ayant eu lieu au cours de l’exercice sans reproduire (sans répéter) les informations/explications fournies dans les états financiers des exercices antérieurs.

Suite à un nouveau cadre réglementaire pour les fondations qui sont gérées en budget annexe, les comptes agrégés de l’université ne comprennent plus la Fondation, mais seulement l’Etablissement.

Pour rappel, les fondations universitaires sont régies par les articles L.719-12 et R.719-194 à R.719-205 du code de l’éducation. Elles disposent de l’autonomie financière, sans avoir la personnalité morale et sont abritées par un établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel (EPSCP) (art L.719-12 du code de l’éducation). Le budget et le compte financier de la fondation universitaire sont annexés à ceux de l’établissement (art R.719-201 du code de l’éducation)

a) Changement de méthodes comptables

Néant

b) Changement d’estimations comptables

Néant.

c) Corrections d’erreurs

Suite à la réception du solde des subventions de la Région PACA et du département du Vaucluse dans le cadre des travaux de rénovation du LAPEC, il a été comptabilisé un rattrapage sur 2023 de la subvention non amortie en 2022. Cette opération transitant par le compte 110 celui ci a été abondé à hauteur de 17 187,74 €.

3 NOTES RELATIVES AUX POSTES DE BILAN

3.1 *Actif immobilisé*

Par catégorie d'immobilisation vous trouverez ci-après les informations relatives aux :

- ✓ Modes et méthodes d'évaluation appliqués à la date de comptabilisation initiale et à la date de clôture :
- ✓ Méthodes ou conventions d'évaluation utilisées pour déterminer la valeur brute comptable des immobilisations :
- ✓ Amortissements (modes d'amortissement, taux d'amortissements et durées d'amortissements utilisées) :

Rubriques et postes (en euros)	Valeur brute au début de l'exercice	Augmentations		Diminutions		Valeur brute à la fin de l'exercice
		Par virement de poste à poste	Acquisitions / Mises à disposition / Transferts	Par virement de poste à poste	Cessions / Mises au rebut	
Immobilisations incorporelles	797 888	-	305 503	-	-	1 103 390
Frais d'établissement	-	-	-	-	-	-
Frais de recherche et développement	-	-	690	-	-	690
Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	690 918	-	304 812	-	-	955 730
Droit au bail	-	-	-	-	-	-
Fonds commercial	-	-	-	-	-	-
Autres immobilisations incorporelles	106 970	-	-	-	-	106 970
Immobilisations corporelles	75 597 871	180 444	2 685 471	-	-183 759	78 280 026
Terrains	8 115 483	-	2 400	-	-	8 117 883
Constructions	52 216 477	169 644	730 667	-	-	53 116 786
Installations techniques, matériels, et outillage	7 319 136	10 800	971 649	-	-43 762	8 257 822
Collections	1 403	-	-	-	-	1 403
Biens historiques et culturels (dont dépenses ultérieures)	1	-	-	-	-	1
Autres immobilisations corporelles	7 945 373	-	980 755	-	-139 996	8 786 131
Immobilisations mises en concession	-	-	-	-	-	-
Immobilisations corporelles en cours	407 929	-	1 531 913	180 444		1 759 398
Immobilisations grevées de droits	-	-	-	-	-	
Immobilisations corporelles (Biens vivants)	-	-	-	-	-	-
Immobilisations financières	414 835	-	1 210	-	-1 945	414 100

a) *Immobilisations incorporelles*

- Les immobilisations incorporelles sont composées essentiellement de logiciels. Elles sont valorisées à leur coût d'acquisition y compris les frais liés à leur mise en service. Les logiciels à usage interne créés sont évalués à leur coût de production.
- Les autres concessions et droits similaires correspondent principalement à des droits d'exploitation de brevets.
- Les immobilisations incorporelles d'une valeur unitaire inférieure à **800 € HT** sont comptabilisées en charge.

b) *Immobilisations corporelles*

- Les acquisitions dont la valeur unitaire est inférieure à **800 € HT** sont comptabilisées en charge dans leur grande majorité.
- Cependant le Conseil d'administration a voté un aménagement à cette règle pour certaines catégories de biens, notamment le matériel informatique et numérique, l'outillage et les matériels acquis dans le cadre du programme pluriannuel d'investissement avec des montants différenciés

- o Informatique :

- Ordinateur (à partir de 300 €) : ne sont pas immobilisables les souris, les sacs

- Écrans (à partir de 100 €)

- Docks / stations d'accueil (90 €)

- Imprimantes (100 €)

- o Audiovisuel :

- Boîtier pilotage installations AV salles (à partir de 300 €)

- Vidéoprojecteurs (à partir de 500 €)

- Micros sans fils (à partir de 500 €)

- Écrans électriques de projection salles de cours (à partir de 230 €)

- Hauts-parleurs / Enceintes amplifiées (à partir de 100 €)

- Bloc sécurisation des câbles dans les salles de cours (à partir de 40 €)

- o Pour d'autres catégories d'opérations sont immobilisables

- les acquisitions liées à l'exécution du programme pluriannuel d'investissement de l'établissement.

- Les acquisitions financées par une subvention d'investissement

- les acquisitions effectuées dans le cadre du fonds d'investissement pédagogique

- Les opérations réalisées dans le cadre d'un premier équipement suite à réaménagement d'espaces

(Délibération 2023-069 du 3 octobre 2023).

- Le parc immobilier des biens remis en dotation par l'Etat et contrôlés par l'Université d'Avignon, a été intégré à l'actif de l'Université d'Avignon. La valorisation de ces biens a été estimée à partir des évaluations France Domaine, à l'exception :
- o Du Campus Jean-Henri Fabre (UFR STS bât. A (agrosociétés), UFR STS bât. B, IUT, CERI, LMA), inscrit pour sa valeur historique, soit le coût des travaux engagés pour sa mise en service et dont la prise en charge des dépenses a été confiée à l'Université d'Avignon et au Rectorat d'Aix-Marseille.

- o Du Terrain sur lequel le Campus Jean-Henri Fabre a été construit, acheté par l'Etat pour 1 € symbolique mais inscrit pour son évaluation par le conservateur des hypothèques, soit 798 k€.
- o La partie classée du bâtiment Nord du Site universitaire Hannah Arendt comptabilisée à l'euro symbolique.

Le laboratoire de physiologie expérimentale cardiovasculaire(LAPEC) faisant l'objet d'un bail emphytéotique avec l'INRAE a été inscrit pour la valeur des travaux effectués au 01/01/2022.

Les autres immobilisations corporelles (dont le parc immobilier des biens propres) sont évaluées à leur coût d'acquisition (y compris les frais accessoires).

*Bâtiments affectés par l'Etat **

SITES	Bâtiments	Terrains
CAMPUS AGROSCIENCES *	2 229 514	1 193 443
HANNAH ARENDT PARTIE CLASSEE *	1	3 263 529
CAMPUS HANNAH ARENDT *	9 790 588	
CAMPUS JEAN HENRI FABRE	15 752 933	798 000
CENTRE D'ENSEIGNEMENT ET DE RECHERCHE EN INFORMATIQUE *	2 591 536	457 329
CHABRAN CHAUFFERIE *	22 598	486 915
CHABRAN FORMATION CONTINUE *	2 727 178	
INSTITUT UNIVERSITAIRE DE TECHNOLOGIE *	3 241 104	571 959
LABORATOIRE DE MATHEMATIQUES	1 749 083	-
MAISON DES ETUDIANTS (SITE HANNAH ARENDT) *	283 080	49 955
PASTEUR BATIMENT A *	3 513 182	678 600
PASTEUR BATIMENT B *	174 199	
PASTEUR BATIMENT C *	285 310	
PASTEUR BATIMENT D *	342 749	
PASTEUR BATIMENT TECHNIQUE *	110 000	
PASTEUR SERRE *	101 606	
POLE SPORTIF *	1 060 480	589 000

✓ **Acquisitions significatives de l'exercice 2023:**

-Immobilisations incorporelles : acquisition du logiciel RH « SIHAM » de l'AMUE pour 139 k€.

-Travaux : Intégration de l'insectarium pour 169 k€, pose de brises vues au LAPEC 116 k€, chaudières 98 k€.

-Matériel : spectromètres 310 k€, autoclave, optique de mesures.

-Equipements informatiques 439 k€ : équipements salles pédagogiques, renouvellement et acquisition d'ordinateurs portables.

-Mobilier : 179k€ dont mobilier suite à réaménagement ou déménagement de services, mobilier de jardin dans les espaces communs.

-Matériels divers (230 k€) : appareil de production audio, équipement numérique, aménagement audio visuel de salles, vidéoprojecteurs (54 k€). Acquisition d'un véhicule électrique 32 k€ et de drones avec leur équipement 22 k€.

✓ **Immobilisations en cours**

- Travaux du 58 ième RI pour 603 k€ (rénovation notamment énergétique avant apport en jouissance auprès de la SUR Villa Immo.

Concernant le bâtiment Pasteur qui accueillera la Villa Créative, enregistrement du fonds de concours à hauteur de 600 k€ (augmentation du coût des travaux) et acquisition de serrurerie pour 92k€.

✓ **Spécificités liées aux biens historiques et culturels (BHC)**

L'Université d'Avignon contrôle le Site universitaire Hannah Arendt, dont la partie classée du bâtiment Nord est un bien historique et culturel comptabilisé à l'euro symbolique.

c) *Immobilisations financières*

- Les titres de participation sont évalués à leur coût d'acquisition hors frais accessoires.
- Une provision pour dépréciation est enregistrée à la clôture de l'exercice lorsque la valeur actuelle des titres de participation est inférieure à leur valeur nette comptable.

✓ *Spécificités liées aux filiales et participations*

Filiales et participations

Informations Financières	Niveau de contrôle (quote-part détenue)	Apports de fonds effectués (en euros)	Observations
Filiales et participations			
A. Renseignements concernant les filiales			
1. Filiales françaises			
2. Filiales étrangères			
B. Renseignements concernant les participations			
1. Participations dans des entités françaises SAS PACAVALO - SIREN 4876294920	14,81%	13 330	Provision à 100% Résultat 2020 (perte) -121 799€. Liquidation en cours mais non achevée. Information AMU du 4/03/2024
2. Participations dans des entités françaises SAS SATT PACA CORSE (SATT SUD EST) SIREN 539768085	2,20%	396 000	Provision à 88% Capitaux propres au 31/12/2022 : 1 149 k€ Résultat 2022 (bénéfice) : 149 k€
3. Participations dans des entités françaises SAS LKSPATIALIST - SIREN 811794015	8,06%	3 750	Provision à 100%. Société radiée en 2023
4. Participations dans des entités françaises UV-BOOSTING - SIREN 824904569	2,00%	980	Capitaux propres au 30/06/2023 : + 1 446 346 k€ Résultat 30.06.2023 (perte) : -1 323 k€

Concernant les participations, il a été enregistré une dépréciation complémentaire (3 750€) qui couvre la totalité de la participation détenue par l'établissement dans la SAS LKSPATIALIST. Cette société a été radiée le 2 octobre 2023.

d) *Amortissements et dépréciations de l'actif immobilisé*

Les dotations aux amortissements et les dépréciations sont présentées dans les rubriques auxquelles elles se rapportent selon qu'elles revêtent un caractère de fonctionnement, d'intervention ou financier. Selon le même principe, les reprises d'amortissements, de provisions et de dépréciations sont présentées en produits de fonctionnement ou en produits financiers.

Amortissements

- ✓ Modes d'amortissement utilisés : Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée d'utilisation envisagée.

Durées d'amortissement utilisées :

Immobilisations	Durées d'amortissement
Immobilisations incorporelles	5 ans
Matériel scientifique et industriel	8 ans
Collection de documentation	8 ans
Matériel de transport	8 ans
Matériel informatique et bureautique	5 ans
Matériel pédagogique	8 ans
Mobilier de bureau	8 ans
Matériel divers	8 ans

A noter que ces investissements peuvent faire l'objet d'attribution de subventions d'investissement inscrites au passif du bilan et reprises au rythme des amortissements des biens financés (en fonction de la réglementation en vigueur).

Conformément à l'instruction n°06-007-M9 du 23 janvier 2006, l'université a mis en place la comptabilisation et l'amortissement des actifs par composants. Ainsi, les biens existants constitutifs du parc immobilier ont été ventilés suivant la répartition ci-après.

Parc immobilier (intégration par composants)	Durées d'amortissement
Gros œuvres	30 ans
Menuiseries extérieures	20 ans
Toiture étanchéité	20 ans
Fluides (Chauffage climatisation ...)	20 ans
Aménagements intérieurs	20 ans

Le financement par l'État (ou par un autre tiers), figurant au passif et rattaché à un actif d'un établissement public, doit évoluer symétriquement à l'actif qu'il finance. Ainsi, pour un actif amortissable, la reprise du financement en compte de résultat est effectuée sur la même durée et au même rythme que l'amortissement de l'actif financé.

Tableau des amortissements

Rubriques et postes (en euros)	Cumulés au début de l'exercice	Augmentations (dotations de l'exercice)	Diminutions (amortissements afférents aux éléments de l'actif sortis)	Cumulés à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles	586 870	60 624	-	647 135
Frais d'établissement	-	-	-	-
Frais de recherche et développement	-	72	-	72
Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	486 921	56 793	-	543 713
Droit au bail	-	-	-	-
Fonds commercial	-	-	-	-
Autres immobilisations incorporelles	99 950	3 400	-	103 350
Immobilisations corporelles	31 229 204	3 685 918	-162 314	34 752 809
Terrains	7 276	2 758	-	10 035
Constructions	20 939 699	2 315 782	-	23 255 481
Installations techniques, matériels, et outillage	5 201 345	518 290	-34 639	5 684 996
Collections	-	-	-	-
Dépenses ultérieures sur biens historiques et culturels	-	-	-	-
Autres immobilisations corporelles	5 080 884	849 088	-127 675	5 802 298
Immobilisations mises en concession	-	-	-	-
Immobilisations grevées de droits	-	-	-	-

Dépréciations

Les seules provisions pour dépréciations de l'actif immobilisé concernent les immobilisations financières (cf. tableau §3.5)

3.2 Stocks et en-cours

Néant

3.3 Créances

- Les méthodes d'évaluation des créances (lors de leur comptabilisation initiale et à la clôture) sont : inscriptions en comptabilité à leur valeur nominale. Sans diligence de la part de l'agence comptable, elles sont éteintes au bout de 5 ans pour les personnes de droit privé (personnes morales ou physiques) et 4 ans pour les personnes de droit public. Les provisions pour dépréciation des créances sont déterminées en fonction du risque d'irrecouvrabilité.
- En 2023, les décisions d'apurement de créances par la procédure d'admission en non valeur et de remises gracieuses représentent **6 078,45 €**. Les créances apurées correspondent essentiellement à des frais pédagogiques impayés, de la Retraite Additionnelle Fonction Publique (RAFP) dont le recouvrement était définitivement compromis ou le montant en dessous des seuils de recouvrement, une créance SFTLV dont l'entreprise a été placée en liquidation judiciaire. Une délibération en CA fixe les seuils d'action du comptable.

Un tableau des dépréciations de l'actif par grandes natures d'actif figure **au §3.5**.

Sont inscrits sous cette rubrique, les montants suivants : les droits d'inscription des étudiants dus, les droits de formation continue ou à distance non recouverts, et de manière générale, toute créance client restant à recouvrer

On note une sensible amélioration sur le poste des créances de l'actif circulant, -1M€. Elle recouvre deux situations différentes. Pour ce qui est des créances sur les entités publiques, celles-ci baissent, de par l'impact moindre de l'écriture de suivi des conventions à l'avancement mais aussi par la réception du paiement du solde des subventions de la rénovation du LAPEC.

Pour ce qui est des créances clients, celles-ci sont, par contre en hausse. Elles sont directement impactées par une augmentation des rejets de prélèvements de droits de scolarité mais aussi par un afflux tardif d'ordre de recettes sur la dernière semaine de décembre, des créances qui de ce fait ne verront leur dénouement financier que sur l'exercice 2024

Rubriques et postes (en euros)	Montant	Degré de liquidité de l'actif	
		Echéance à 1 an au plus	Echéance à plus d'1 an
Créances de l'actif immobilisé	40	40	-
Créances rattachées à des participations	-	-	-
Prêts	-	-	-
Autres créances immobilisées	40	40	-
Créances de l'actif circulant	2 656 209	2 656 209	-
Créances sur des entités publiques (Etat, autres entités publiques) des organismes internationaux et la Commission européenne	1 027 625	1 027 625	-
Créances clients et comptes rattachés	1 474 049	1 474 949	-
Créances sur les redevables (produits de la fiscalité affectée)	-	-	-
Avances et acomptes versés sur commandes	-	-	-
Créances correspondant à des opérations pour comptes de tiers (dispositifs d'intervention)	-	-	-
Créances sur les autres débiteurs	51 673	51 673	-
Charges constatées d'avance (dont primes de remboursement des emprunts)	102 862	102 862	-
TOTAUX	2 656 209	2 656 209	-

3.4 Valeurs mobilières de placement et disponibilités

Néant.

3.5 Dépréciations (de l'actif)

Tableau des dépréciations

Rubriques et postes (en euros)	Solde à l'ouverture de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Solde à la clôture de l'exercice
Dépréciations des immobilisations financières	387 330	3 750	-	391 080
Dépréciations des stocks en-cours	-	-	-	-
Dépréciations des comptes de tiers	154 063	60 054	- 56 921	157 196
Dépréciations des comptes financiers	-	-	-	-
Total des dépréciations	541 393	63 804	-56 921	548 276

La légère augmentation des dépréciations s'explique par la provision complémentaire liée à la mise en liquidation judiciaire de la SAS LKSPATIALIST et par une augmentation des impayés sur les droits d'inscription différenciés et des rejets sur des frais de formation continue. A noter que la créance douteuse 2022 de 70k€ a fait l'objet d'un paiement partiel à hauteur de 35k€ et a été ramené à 35 k€ en 2023.

3.6 Fonds propres

(En euros)	Sociétés	31/12/2022	Affectation du résultat	Augmentations	Diminutions	Régularisations	31/12/2023
Financements de l'actif par l'état	AU	26 504 752		431 672	- 1 487 050	- 17 188	25 432 185
Financements de l'actif par des tiers	AU	10 340 313		162 000	-995 000	-	9 509 448
Dotations pérennes	Fondation	250 000			-	-	250 000
Dotations consommables	Fondation	-			-	-	-
Total fonds propres des Fondations		250 000	-	-	-	-	250 000
Réserves	AU	6 854 593	-	-	-	-	6 854 593
Report à nouveau	AU	12 701 842			-774 586	+17 188	11 944 443
Report à nouveau	Fondation	25 111		-	-191		24 920
Total Report à nouveau		12 726 953	-	-	774 777	+17 188	11 969 364
Résultat de l'exercice 2022	AU	-774 586	774 586				
Résultat de l'exercice 2022	Fondation	-191	191				
Résultat de l'exercice 2023	AU			625 413			625 413
Résultat de l'exercice 2023	Fondation				-553		- 553
Total Résultat de l'exercice		-774 777	774 777	625 413	-553	-	624 860
TOTAL DES FONDS PROPRES		55 901 839	+ 774 777	1 219 085	-3 257 380		54 638 316

Le résultat patrimonial de l'exercice clos le 31 décembre 2022 déficitaire à hauteur de 774 776,93 € qui se répartit ainsi, (-774 586,02 € budget établissement et -190,91 € fondation universitaire) a été affecté en diminution du report à nouveau conformément à la décision du Conseil d'administration du 9 mars 2023.

3.6.1 Financements reçus

Les caractéristiques des principaux financements des actifs dont notre établissement a bénéficié dans l'exercice ainsi que celles des principaux financements en cours sont les suivantes :

- Un versement au titre du Plan de Résilience 2 qui vise à rénover et optimiser la Gestion Technique du Bâtiment (GTB système informatique de supervision des équipements bâtimementaires) du Pôle sportif pour 75 k€.
- 307 k€ du Plan de relance dans le cadre de la réhabilitation thermique du 58^{ième} RI. Un appel de fonds de 118 k€ est prévu en 2024 sur la même opération.
- Concernant le CPER 2021-2027, 50 k€ visant à financer les études préalables à la rénovation de la bibliothèque universitaire du campus Hannah Arendt.

TABLEAU DES FINANCEMENTS DE L'ACTIF

Rubriques et postes (en euros)	Cumul au début de l'exercice	Augmentations		Diminutions			Cumul à la fin de l'exercice
		Financements reçus	Financements reconstitués suite à reprise de la dépréciation de l'actif financé	Reprise suite à l'amortissement de l'actif financé	Reprise suite à la dépréciation de l'actif financé	Reprise suite à la cession ou mise au rebut de l'actif financé	
Financements de l'actif par l'état	26 504 752	431 672	-	-1 504 238	-	-	25 432 185
Financements non rattachés à un actif	102 779	431 672	-	-	-	-	534 451
- Financements rattachés à un actif :	22 987 725		-	-1 225 800	-	-	21 761 925
- Contrepartie et financement des actifs mis à disposition des établissements	22 987 725		-	-1 225 800	-	-	21 761 925
- Contrepartie et financement des actifs remis en pleine propriété	-	-	-	-	-	-	-
- Financement des autres actifs :	3 414 247		-	- 278 438	-		3 131 724
o État	3 410 052		-	-277 174	-		3 128 793
o Agence nationale de la recherche (ANR) - IA	1 264	-	-	-1 264	-	-	0
o Autres	2 931	-	-		-	-	2 931
Financements de l'actif par des tiers autres que l'état			-		-	-	
Financements non rattachés à un actif	-		-	-	-	-	
- Régions	-	-	-	-	-	-	-
- Départements	-	-	-	-	-	-	-
- Communes et groupements de communes	-	-	-	-	-	-	-
- Autres collectivités et établissements publics	-		-	-	-	-	-
- Union Européenne	-		-	-	-	-	-
- Autres organismes	-	-	-	-	-	-	-
- Autres	-	-	-	-	-	-	-
Financements rattachés à un actif	10 340 315	161 229	-	- 703 726	-	-288 371	9 509 448
- Régions	5 998 661	156 101	-	- 481 321	-		5 673 442
- Départements	2 978 275		-	-177 297	-		2 800 978
- Communes et groupements de communes	-	-	-	-	-		-
- Autres collectivités et établissements publics	557 172		-	-16 667	-	- 103 416	437 089
- Union Européenne	650 279	5 128	-	-26 914	-	- 40 244	583 122
- Autres organismes	39 582		-		-	- 25 293	14 289
- Autres	116 345	-	-	-1 527	-	- 119 418	14 358
TOTAUX	36 845 067	592 901	-	-2 207 964	-	288 371	34 941 633

3.7 Provisions

Une provision est comptabilisée pour les risques et charges nettement précisés quant à leur objet et dont l'échéance ou le montant ne peuvent être fixés de façon précise dès lors que cumulativement :

- L'établissement a une obligation à l'égard d'un tiers,
- Il est probable ou certain que cette obligation provoquera une sortie de ressources au bénéfice du tiers sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci,
- L'estimation de l'obligation est suffisamment fiable.

Concernant les provisions 2023, elles ont été diminuées à hauteur de 93 k€. Cette diminution est liée à une nouvelle analyse des services juridiques et la connaissance de décisions juridictionnelles favorables à l'université.

Tableau des provisions

Rubriques et postes (en euros)	Solde à l'ouverture de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice		Solde à la clôture de l'exercice
			Provision utilisée	Provision non utilisée	
Provisions réglementées	-	-	-	-	-
Provisions pour risques	243 506		-	-93 601	149 905
Provisions pour litiges	243 506			-93 601	149 905
Provisions pour garanties données aux clients					-
Provisions pour pertes sur marchés à terme					-
Provisions pour amendes et pénalités					-
Provisions pour pertes de change					-
Provisions pour pertes sur contrat					-
Provisions pour risque d'emploi					-
Autres provisions pour risques :					-
Provisions pour charges	-	-	-	-	-
Total des provisions	243 506		-	-93 601	149 905

3.8 Dettes

Tableau des dettes

Rubriques et postes (en euros)	Montant	Degré d'exigibilité du passif		
		Echéance à 1 an au plus	Echéance à plus d'1 an et 5 ans au plus	Echéance à plus de 5 ans
Dettes financières	-	-	-	-
Emprunts obligataires	-	-	-	-
Emprunts souscrits auprès des établissements financiers	-	-	-	-
Dettes financières et autres emprunts	-	-	-	-
Dettes non financières	9 924 952	9 924 952	-	-
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	674 097	674 097	-	-
Dettes fiscales et sociales	3 027 001	3 027 001	-	-
Avances et acomptes reçus	4 617 782	4 617 782	-	-
Dettes correspondant à des opérations pour comptes de tiers (dispositifs d'intervention)	347 244	347 244	-	-
Autres dettes non financières	323 981	323 981	-	-
Produits constatés d'avance	934 847	934 847	-	-
TOTAUX	9 924 952	9 924 952	-	-

Le poste avances et acomptes reçus concerne principalement les avances sur subventions pour les conventions suivies selon la méthode de l'avancement.

Les dettes, après une hausse de 470 k€ en 2022, sont en baisse de 459 k€.

Le poste fournisseurs factures non parvenues continue sa baisse -1,8% malgré un nombre équivalent de factures à traiter par le service facturier. Ce poste fait l'objet d'un suivi attentif du service afin d'améliorer le délai global de paiement des factures (notamment par la relance des services gestionnaires quand le service fait est absent ou la relance des fournisseurs pour les services faits sans facture) et d'avoir une meilleure maîtrise de son suivi et son évolution.

Les opérations liées à la comptabilisation des charges à payer de personnel évoluent à la hausse + 353 k€. Une hausse liée pour la plus grande partie (274 k€) à la provision congés non pris, en lien direct avec la diminution d'une semaine de fermeture de l'établissement lors des congés d'été 2023. La provision concernant le compte épargne temps augmentent elle de 72 k€.

Concernant les opérations pour compte de tiers celles-ci baissent très légèrement. Pour rappel y sont comptabilisées essentiellement les bourses d'aide à la mobilité internationale (AMI). L'université servant dans ce dispositif de « boîte aux lettres financière », les sommes perçues ne faisant que transiter dans ses comptes avant d'être reversées aux étudiants en mobilité sur demande de la Maison de l'International. En 2023, ces comptes ont aussi été utilisés dans la gestion du colloque des DRH organisé à Avignon et du reversement de fonds lié à un contrat doctoral sur des fonds versées par l'INRAE que l'établissement reverse à l'ENS, les fonds ne faisant que transiter par les comptes de l'établissement.

Le poste produits constatés d'avance a fortement diminué sur la période (-39% soit -604 k€). Cette baisse est liée à la fois par l'amélioration de l'impact de l'écriture de suivi des conventions à l'avancement (un PCA étant comptabilisé chaque fois que dans l'exécution d'un contrat le

montant des recettes est supérieur à celui des dépenses) et la non ouverture de certains diplômes universitaires au sein du service de formation tout au long de la vie.

3.9 **Autres informations concernant le bilan : Charges à payer, charges constatées d'avance, produits à recevoir, produits constatés d'avance.**

Ce mécanisme comptable a pour but d'assurer le respect du principe d'indépendance des exercices. Il permet d'intégrer dans le résultat de fonctionnement toutes les charges et les produits qui s'y rapportent.

Les charges à payer

Type de charges à payer (en euros)	Montant 31/12/2023	Montant 31/12/2022
Fournisseurs et comptes rattachés :	638 418	654 919
Fournisseurs - factures non parvenues	638 418	654 919
Personnel et organismes sociaux :	2 995 242	2 641 823
Congés payés	463 619	297 354
Charges sociales sur CP	295 581	187 482
Heures complémentaires + CET et autres rémunérations	1 714 812	1 615 907
Charges sociales sur heures complémentaires + CET et autres rémunérations	521 861	541 080
TOTAL	3 633 660	3 296 742

Elles sont en augmentation. Elles se caractérisent par une baisse des charges à payer fournisseurs, qui après une forte baisse en 2022 ont cette fois évolué à la baisse de 16 k€. Et en contrepartie par une hausse des charges à payer de personnel de plus de 350 k€.

- Notes relatives à l'évaluation des charges à payer de personnel :
 - ✓ congés payés :

La provision pour congés payés est calculée à partir des jours de congés payés acquis à la clôture de l'exercice mais non consommés, valorisés sur la base de la rémunération du dernier salaire chargé connu des agents (coût moyen journalier établi à partir de la paie de l'exercice), à l'exception des enseignants et des enseignants chercheurs.

Les droits à congés des enseignants et des enseignants chercheurs ne font pas l'objet d'un suivi particulier compte tenu de leur statut. Aucune évaluation fiable du montant de l'obligation au titre des droits à congés ne pouvant donc être réalisée, il n'a pas été comptabilisé de provision pour congés à payer pour les enseignants et enseignants chercheurs à la clôture de l'exercice.

En 2023 cette charge à payer a fortement évolué à la hausse en lien direct avec l'évolution du calendrier des vacances d'été marqué par une ouverture supplémentaire d'une semaine. Le nombre de congés non pris passant ainsi de 2 213 jours en 2022 à 3 675 en 2023.

- ✓ Compte-épargne temps :

Conformément à l'arrêté du 28 novembre 2018, le nombre de jours déposés sur un CET doit désormais être supérieur à 15 (antérieurement 20) pour être valorisés par le barème journalier d'une indemnisation.

Le nombre de jours inférieurs à 15 a été valorisé par le coût moyen journalier chargé, par catégorie.

Les charges constatées d'avance sont utilisées en comptabilité pour neutraliser l'impact sur le résultat des charges qui ont été comptabilisées au titre d'une période mais qui concernent une période suivante. Les charges constatées d'avance sont principalement relatives à des abonnements et des ouvrages et à l'utilisation de logiciels informatiques (ces abonnements ne pouvant être comptabilisés en immobilisation, l'établissement ne pouvant les installer en dur dans son système numérique. En 2023, elles représentent **102 k€** soit un peu moins de 4 k€ en comparaison de l'exercice 2022.

Les produits à recevoir

Un produit à recevoir est un produit connu avec certitude à la clôture de l'exercice, rattachable à l'exercice concerné, mais dont la pièce comptable correspondante n'a pas encore été émise.

Ces produits correspondent à des factures à établir étant certaine dans leur principe.

Clients - Factures à établir (compte 4181) (en euros)	31/12/2023	31/12/2022
Formation continue - SFTLV	75 274	186 190
Formation continue - CERI	9 873	13 222
Formation continue - IUT	171 247	143 696
Divers (SUAPS)	- 4 499	-
TOTAL Clients - Factures à établir (compte 4181)	260 893	343 108
Subventions d'investissements à recevoir (compte 44871)	267 480	400 506
Subventions de fonctionnement à recevoir (compte 44877)	584 386	1 397 869
TOTAL - Produits à recevoir	1 112 759	2 141 482

Ce poste subit une baisse importante (-1 100 k€). L'évolution négative la plus marquée est liée au suivi des contrats à l'avancement, que ce soit pour les subventions d'investissement ou de fonctionnement à recevoir (-946 k€).

Côté SFTLV, la non ouverture de certaines formation pour l'année universitaire 2023/2024 a aussi une incidence mais la baisse significative se justifie avant tout par le fait qu'en 2022 au titre du versement d'un reliquat par le CFA Epure il avait été comptabilisé un PAR de 385 k€.

Les produits constatés d'avance sont des produits qui ont été titrés en totalité en 2023 mais ont une partie du fait générateur relève de l'exercice 2024 en lien avec le calendrier de l'année universitaire. Ils sont essentiellement constitués de recettes de formation continue et des contrats de recherche.

PCA - Détail (compte 487*)	Montant (en euros) 31/12/2023	Montant (en euros) 31/12/2022
Formation continue	74 467	140 572
Droits d'inscriptions	0	0
Prestations rech.	813 032	1 341 916
PCA MDI + SUAPS	47 348	56 369
TOTAL	934 847	1 538 857

Les produits à recevoir et les produits constatés d'avance sont impactés par la réforme du financement de la formation professionnelle et notamment la mise en place du Compte Personnel de Formation et l'instauration d'un nouveau circuit de règlement faisant intervenir la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC). La CDC verse un acompte de 25% dès validation des dossiers, puis le solde selon le service fait déclaré et le nombre de jours passés en formation. Afin d'améliorer le suivi de ces produits l'établissement titre les 25% en début de formation et le solde en fin de formation conformément au calendrier de versement.

L'augmentation des produits constatés d'avance en matière de prestations de recherche reflète le décalage entre la facturation des fonds perçus au titre des contrats et les dépenses afférentes à ces mêmes contrats. Ces contrats sont suivis à l'avancement. La technique des PCA permet de ramener le montant du produit aux dépenses exécutées sur l'exercice.

Les contrats le plus impactant restant l'exécution des PIA (NCU Capacité et Implantés).

4 NOTES RELATIVES AUX POSTES DU COMPTE DE RESULTAT

Les charges et produits sont enregistrés suivant les principes comptables généralement admis.

En particulier :

- la rémunération des heures de cours complémentaires fait l'objet d'une estimation à la clôture de l'exercice basée sur le nombre d'heures de cours déjà réalisées.

Les recettes sont généralement constatées :

- lors de la signature de la convention pour la formation continue au prorata de l'année,
- à l'avancement de la formation pour l'apprentissage,
- la subvention de fonctionnement de l'Etat est attribuée pour l'année civile,
- Pour rappel : cas spécifique des recettes liées à des opérations pluriannuelles

- ✓ Les opérations pluriannuelles sont des opérations dont l'exécution s'étend sur au moins deux périodes comptables ou exercices. Deux catégories d'opérations pluriannuelles coexistent : les opérations sans contrepartie directe (subvention reçue par l'organisme) et les opérations avec contrepartie directe (contrat à long terme).
- ✓ Contrepartie directe :
Une contrepartie directe s'entend comme la production d'un livrable portant sur la construction ou la réalisation d'un bien, d'un service ou d'un ensemble de biens ou services par l'organisme au bénéfice du financeur.
- ✓ Subventions :
Les subventions sont des produits de l'organisme dont le financeur n'attend pas de contrepartie directe d'une valeur équivalente. Elles peuvent servir à financer de l'investissement ou le fonctionnement de l'organisme.
Deux catégories de subvention coexistent :
 - la subvention accordée sans condition, le droit du bénéficiaire est acquis dès la date de notification de la subvention ;
 - la subvention accordée sous conditions, le droit du bénéficiaire est acquis lorsque les conditions sont réalisées.

Les subventions sont comptabilisées lors de l'acquisition du droit.

- ✓ Contrats à long terme :
Les contrats à long terme sont des opérations qui s'inscrivent dans le cadre de projets uniques ayant fait l'objet d'une négociation spécifique. Ces opérations comprennent toujours une contrepartie directe d'une valeur équivalente au financement reçu. Les recettes sont enregistrées à la clôture de l'exercice à hauteur des dépenses de fonctionnement et de personnel réalisées.

Le produits relatifs aux contrats à long-terme, en l'absence d'évaluation fiable du résultat à terminaison, sont comptabilisés à hauteur des charges de l'exercice.

Les produits des autres opérations pluriannuelles sont comptabilisés au prorata temporis sur la durée d'exécution des opérations.

Résultat d'exploitation (Ventilation par nature du montant total des recettes et des dépenses)

En k€	2023	2022
Droits d'inscription	3 256	1 859
Prestations de recherche	1 447	481
Formation continue	935	1 408
Autres prestations de service	952	313
Subventions de fonctionnement Etat	57 519	54 518
Autres subventions	3 433	4 786
Taxe d'apprentissage	121	126
Quote-part de dotation consommable virée au résultat (fondation)	0	0
Autres produits d'exploitation	503	573
Taxes affectées (CVEC)	447	306
Reprise des subventions et de provisions	2 340	2 405
Recettes d'exploitation	70 965	66 715
Achats	2 174	1 858
Charges externes	5 276	5 308
Impôts, taxes et virements assimilés	736	708
Frais de personnel et charges sociales	55 623	53 361
Dotations aux amortissements et provisions	3 831	3 815
Autres charges	2 274	2 084
Charges d'exploitation	69 910	67 135
Charges d'intervention	422	410
Résultat d'exploitation	+ 625	- 774

Les produits**Les droits d'inscription**

Les droits d'inscription des diplômes nationaux sont en baisse en lien avec la diminution du nombre d'étudiants.

Pour rappel, les étudiants extra-communautaires doivent s'acquitter de droits d'inscription qui s'élèvent pour le premier cycle à **2 770 euros** et **3 770 euros** pour des diplômes de deuxième cycle (contre respectivement **170** et **243 euros** pour des étudiants nationaux et assimilés).

Par ailleurs, l'Université d'Avignon a mis en œuvre une politique d'exonération ramenant les droits majorés applicables aux étudiants assujettis dont elle a accepté l'inscription au taux des droits appliqués aux nationaux et assimilés. Cette politique d'exonération de l'ensemble des étudiants a été revue au titre de l'année universitaire 2022/2023 et n'est plus automatique.

Par conséquent, le produit des droits d'inscription doit s'analyser concomitamment à l'augmentation des « autres charges » qui retrace en comptabilité la politique d'exonération de l'établissement. L'impact des exonérations est ainsi comptabilisé en produits de droits d'inscription et en autres charges pour le même montant, soit 800 k€ en 2023 contre 942 k€ en 2022.

Les autres prestations

Parmi les autres prestations on trouve un nouveau produit suite au changement d'imputation comptable des versements du CAF Epure concernant l'apprentissage.

Ces versements jusque là suivis sur un compte de subvention sont désormais inscrits au compte 706231 « financement des contrats d'apprentissage » pour un montant de 1M182€.

Les produits de la formation continue sont en baisse. Une baisse liée à la non ouverture de formations à la rentrée universitaire 2023/2024 et des problématiques de justification de formation qui ont entraîné une diminution des recettes titrées et encaissées.

Les produits de la recherche ont augmenté (+ 1 000K€) confirmant le dynamisme de l'université en ce domaine. Le compte Etudes augmente quand à lui de 285 k€. D'autre part, on note une nette augmentation du compte des recettes de mise à disposition de personnel (+300 k€).

La Contribution à la Vie Etudiante et de Campus

Conséquence de la modification du calendrier de versement, le produit de la CVEC avait baissé en 2022. Ce report de versement a directement impacté l'exercice 2023 puisque le montant de CVEC en fin d'exercice s'établit à 447 k€ contre 306 k€ l'an dernier.

La taxe d'apprentissage

2023 a été l'année de la mise en place de nouvelles modalités de versement de la taxe d'apprentissage pour les entreprises avec la mise en place de la plateforme Soltéa pilotée par la Caisse des Dépôts et Consignations. Ce changement d'organisation de la collecte a fait naître un certain nombre d'inquiétudes sur le montant à percevoir par l'établissement. Trois versements ont été perçus pour un montant de 127 k€.

La subvention pour charges de service public

L'établissement a perçu, au titre de l'année 2023, 57 503 k€ soit une augmentation de 2 985 k€. L'établissement a perçu un complément de SCSP mi décembre 2023 à hauteur de 1M4 €. Ce complément comprenait notamment la couverture à hauteur de 75% des mesures salariales Guérini et de la dotation en crédits de sécurité.

Les subventions

On y retrouve le financement de contrats doctoraux, la recherche (ANR), les NCU, les EUR et le cofinancement du Collège de France dans le cadre du programme PAUSE (programme d'accueil de scientifique étranger en exil) entre autres. Pour rappel en sont exclus depuis l'exercice 2023, les versements du CFA Epure (cf § sur les droits d'inscription).

Les autres produits

On note une légère baisse. A signaler au titre de 2023 de l'ouverture dans les comptes d'une rubrique mécénat utilisée notamment dans le cadre de la création des chaires partenariales dont le montant s'établit à 107 k€.

Les charges

Les achats non stockés

On note ici une augmentation de 17 % qui est liée au phénomène inflationniste sur les prix de l'énergie. Le plus fortement impacté est le poste électricité qui croît de 53%, le gaz lui subit à nouveau +7%.

Cette hausse trouve ses origines dans la hausse du prix des matières premières car concomitamment les consommations, elles, sont maîtrisées.

Les fluides (eau, gaz, électricité) représentent 51% des dépenses d'achats non stockés soit un peu plus d'1M€.

Les autres charges externes

Elles augmentent de 1%. Le poste études et recherche est en recul de 95 k€, celui de la maintenance de 32 k€. Dans les postes en augmentation nous trouvons les locations +50 k€, les frais d'entretien et réparations sur biens immobiliers + 90 k€.

Autres services extérieurs

Après une augmentation de 13% en 2022, ce poste est stabilisé sur l'exercice 2023. Son montant est de 3665 k€. Parmi les postes en augmentation, nous trouvons les missions du personnel (+80 k€), les frais de réception (+13%), les frais de formation du personnel (+35 k€).

Parmi les poste en baisse, les frais de gardiennage diminuent de 35 k€, les dépenses d'honoraires de 77 k€.

Les charges de personnel

Poste de charges le plus important pour l'établissement, elles augmentent de 4%. Parmi les facteurs d'évolution on notera ici le versement de la prime pouvoir d'achat dont le coût est de 318 k€ chargés. L'augmentation du point d'indice à compter du 1^{er} juillet 2023 pour un coût de 359 k€. Concernant les mesures Guérini pour l'exercice 2023 celles-ci ont fait l'objet d'une compensation à hauteur de 75%.

Sur l'exercice 2023, il a été rattrapé et comptabilisé pour plus de 200 k€ de primes aux brevets d'inventions. Dans le cadre de la cession de brevets d'invention, le produit perçu est partagé entre le ou les inventeurs (50%) et l'établissement (50%).

Les autres charges

Elles augmentent de 8%. La plus grosse évolution concernent les annulations de recettes sur exercices antérieurs (+345 k€). Cette forte évolution s'explique par un reversement auprès d'Erasmus de fonds non utilisé dans le cadre des mobilités étudiantes à hauteur de 101 k€, de la diminution du titre des droits de scolarité 2022 suite aux exonérations d'étudiants extracommunautaires (102 k€) et divers reversements sur contrats de recherche.

Les dotations aux amortissements et provisions

Celles-ci restent stables. Cependant leurs évolutions divergent. La dotation aux amortissements augmente de 170 k€, l'établissement continuant à avoir une politique soutenu d'investissement qui aura un impact aussi sur les exercices à venir.

Pour ce qui est des provisions pour litige, celles-ci sont en baisse. Cette diminution s'explique à la fois par une nouvelle analyse des contentieux par le service juridique mais aussi pour le contentieux provisionné le plus important important des jugements favorables à l'établissement.

Résultat financier

En k€	2023	2022	Variation 2022/2023
			en k€
Produits des valeurs mobilières de placement	0	0	-
Quote-part reprise au résultat des financements rattachés à des actifs	0	0	-
Reprise pour dépréciation des immobilisations financières	0	0	- 0
Autres produits financiers	1	1	0
Total produits financiers	1	1	0
Dotation pour dépréciation des immobilisations financières	4	0	4
Charges financières diverses	3	5	2
Total charges financières	7	5	0
Résultat Financier	-6	-4	-2

5 AUTRES INFORMATIONS

Cette partie regroupe généralement les informations (significatives) ne concernant pas un poste précis des états financiers.

5.1 Événements postérieurs à la clôture

Néant

5.2 Bail emphytéotique

Dans le cadre du projet CPER 3A et du projet de transfert du laboratoire de Pharm-Ecologie Cardiovasculaire (LaPEC) sur le site de l'INRAE, l'INRAE met à disposition, pour effet de le rénover dans le cadre d'un bail emphytéotique, un bâtiment, localisé à Avignon-Montfavet (site Agroparc).

Le bail est consenti et accepté pour une durée de soixante-dix années entières et consécutives à compter de la date de signature (6 février 2019) du présent bail emphytéotique par les parties.

Le bail est consenti et accepté moyennant une redevance annuelle fixée à **4 837,50 euros HT** (soit **338 625 euros HT** sur 70 ans). Ce montant sera actualisé chaque année, à la date anniversaire de prise d'effet du bail.

Le traitement comptable retenu pour le traitement de ce bail emphytéotique est celui applicable aux contrats de location, avec la constatation en charge des échéances contractuelles.

5.3 Engagements hors bilan

Engagements donnés

A la SATT PACA CORSE S.A.S. (« SATT Sud Est ») :

Dans le cadre de la contractualisation avec l'ANR, l'Université d'Avignon s'est engagée à confier à la SATT l'exclusivité de la valorisation des résultats de certaines unités de recherche.

*A la SAS VILLA IMMO SUR (société universitaire de recherche)

Avignon Université s'est engagée à apporter en jouissance le bâtiment du 58^{ième} RI en échange de 700 k€ de capital de la SAS VILLA IMMO SUR.

Engagements reçus :

Garanties à 1ère demande pour un total de 40 k€

Autres engagements financiers significatifs :

Tableau des autorisations d'engagements significatives n'ayant pas donné lieu, en 2023, à certification du service fait par l'ordonnateur.

Fournisseur/Division fourn.	Reste à livrer (quantité)
5381 IDEX ENERGIES	138 616,02
7029 SCINTICA INSTRUMENTATION INC	79 300,02
7103 HERVE THERMIQUE	64 886,52
272 RT EVENTS SCENIC FRANCE	63 267,00
5381 IDEX ENERGIES	50 263,24
6449 ARC EN CIEL SUD EST	39 011,02
6183 KPMG EXPERTISE ET CONSEIL	37 800,00
2518 GIP RENATER	37 500,00
2518 GIP RENATER	37 500,00
5825 CRM FRANCE SUD	37 239,49
5739 FACILITESS	35 437,50
5596 LYCEE FRANCOIS PETRARQUE	30 056,91

5.4 Effectifs

Ventilation par catégories des effectifs en équivalents temps plein travaillé (ETPT) au 31 décembre 2023 selon la répartition suivante :

	2023	2022
Titulaires + CDI	417,5	527,9
CDD	191,9	81,7
Total Emploi ETAT	609,4	609,6
Emplois sur Ressources propres CDI	3,2	4,1
Emplois sur Ressources propres CDD	110,6	111,8
Total Emploi RESSOURCES PROPRES	113,8	115,9
TOTAL	723,2	725,5

5.5 Rapprochement des données comptables et budgétaires

La Gestion Budgétaire établie sur la base de la circulaire GBCP du 9 juillet 2018 suite à l'arrêté du 23/11/2018 portant modification du recueil des Normes Comptables ne fait pas l'objet d'un tableau de rapprochement avec les résultats comptables intégré à l'annexe des Comptes Annuels.